

Actualités économiques

Nigéria - Ghana

Semaine 44, du 26 octobre au 1^{er} novembre 2020

- Nigéria : l'impact sanitaire de la pandémie de la Covid-19 reste, officiellement, toujours faible ; la capacité électrique attendrait les 13 000 MW ; Konexa conclut un partenariat pour un projet d'électrification à Kaduna estimé à 50 MUSD ; Access Bank crée un fonds de 131 MUSD pour les PME touchées par la crise « #EndSARS » ;
- Ghana : présentation du budget pour le premier trimestre 2021 ; l'État ghanéen entre au capital d'AirtelTigo.

Le chiffre de la semaine

785,6 MUSD

C'est le montant des IDE en direction du Ghana au premier semestre 2020, contre 123,2 MUSD sur la même période en 2019.

Source: Ghana Investment Promotion Centre

Nigéria

L'impact sanitaire de la pandémie de la Covid-19 reste, officiellement, toujours faible.

[À ce jour, 62 521 cas de Covid-19 ont été confirmés par le Nigeria Centre for Disease Control \(NCDC\) depuis le début de la pandémie.](#) Le nombre de morts reste également faible avec seulement 1 141 décès enregistrés jusqu'à présent. Jeudi 29 octobre le nombre de nouveaux cas n'était que de 150 et il n'y aurait eu que deux décès liés à la maladie. La pandémie semble être donc loin de son pic, atteint en juillet, lorsque le nombre de nouveaux cas quotidiens avait frôlé les 800. Ces chiffres restent particulièrement faibles dans un pays où la population dépasse les 200 millions d'habitants, même s'il convient de les relativiser, compte tenu du faible nombre de tests réalisés (621 000 environ depuis début fin février). L'impact sanitaire de la pandémie n'en est pas moins limité et celle-ci semble désormais en net recul. Cela semble être également le cas dans le reste du continent africain à l'exception de l'Afrique du Sud.

La capacité électrique attendrait les 13 000 MW.

[Lors des débats parlementaires autour de la proposition de budget pour 2021, le ministre de l'Énergie, Sale Mamman, a déclaré cette semaine que le pays serait en mesure de produire 13 000 MW d'électricité à présent.](#) Quant au système de distribution, il serait désormais capable de transporter 5 500 MW. Quoiqu'insuffisants au regard des besoins, cette évolution est en hausse par rapport à 2015 avec 8 000 MW et 4 500 MW respectivement. Le gouvernement poursuit ainsi son ambition de développer le secteur électrique en améliorant l'accès au réseau national mais aussi en investissant dans des projets hors-réseau (« off-grid »). Reconnaisant l'impossibilité de relier l'ensemble du territoire au réseau national, le ministre a ainsi également annoncé un projet de « mini-grid » qui a vocation à offrir de l'électricité à 5 millions de ménages supplémentaires en 2021. Pour rappel, environ 56 % des ménages nigériens ont accès à l'électricité dont 40 % utilisent un générateur à cause des coupures répétées ou de l'absence de raccordement au réseau national. Seulement 47 % de la population est raccordée au réseau national. L'accès à une source d'énergie stable est la principale contrainte citée par les entreprises nigérianes (World Bank Enterprise Survey). De plus, le poids des énergies renouvelables reste toujours faible. Le réseau électrique national est approvisionné par des centrales au gaz (85 %) et des centrales hydroélectriques (15 %), l'énergie solaire comptant pour moins de 1 %.

Konexa conclut un partenariat pour un projet d'électrification à Kaduna estimé à 50 MUSD.

[L'entreprise Konexa, spécialisée dans l'énergie solaire, a signé un partenariat avec le DisCo Kaduna Electricity Distribution Company \(7ème compagnie de distribution nigérienne\) pour la construction d'une centrale solaire dans l'État de Kaduna d'une puissance de 2,5 MW.](#) Reliée au réseau existant, cette centrale doit améliorer la qualité et la distribution énergétique dans cet État grâce à des systèmes de stockage. Le projet comprend aussi 8 mini-réseaux dotés de panneaux solaires domestiques, couplés avec des compteurs intelligents et un nouveau système de distribution interne sécurisé pour permettre un accès permanent à l'électricité aux industries et particuliers ne pouvant se raccorder

au réseau national. Le projet estimé à 50 MUSD doit être bouclé en 2021 grâce à une levée de fonds du *Climate Fund Managers* (CFM), ainsi que de la *Shell Foundation* et la *Rockefeller Foundation*, du *UK's Foreign, Commonwealth and Development Office*, et du fonds de l'*USAid Power Africa*.

Access Bank crée un fonds de 131 MUSD pour les PME touchées par la crise « #EndSARS ».

[La banque nigériane Access Bank annonce un fonds de 50 Mds NGN \(131 MUSD\) à visée des PME pour réduire l'impact des manifestations détournées du mouvement « #EndSARS »](#), qui ont conduit aux pillages d'entreprises et à la destruction de propriétés. Ce programme, *All4One Business Recovery*, offre ainsi des prêts sans intérêt ainsi que des subventions pour soutenir les communautés mais surtout les micros, petites et moyennes entreprises ayant subi des pertes récemment. Pour rappel, Access Bank est la 2ème banque du pays en termes d'actifs avec un total d'actifs de 7 770 Mds NGN (20,4 Mds USD) au premier semestre 2020. En parallèle, l'État de Kwara débloque 500 M NGN (1,3 MUSD) également pour le soutien des PME victimes des récents pillages notamment dans la ville d'Ilorin, particulièrement touchée par les pillages. Femi Gbajabiamila, actuel président de la Chambre des représentants du Nigéria, a par ailleurs révélé que [l'État de Lagos aurait besoin d'au-moins 1 000 Mds NGN \(2,6 Mds USD\) pour sa reconstruction après les dégâts causés des suites des manifestations dans la métropole](#).

Ghana

Présentation du budget pour le premier trimestre 2021.

Alors que les élections présidentielles auront lieu le 7 décembre au Ghana, [le ministre des Finances Ken Ofori-Atta a présenté au Parlement le projet de loi de finances pour le premier trimestre 2021](#). Conformément à la loi sur la gestion des finances publiques de 2016, ce budget ne couvrira que les dépenses courantes et une seconde loi de finances pour les trimestres restant sera présentée par le nouveau gouvernement au début de l'année 2021. Elle sera présentée à un Parlement renouvelé, le Ghana élisant simultanément le Président de la République et les députés. Les enquêtes de la Banque du Ghana sur l'optimisme des agents économiques et la confiance des consommateurs permettent au ministère des Finances de revoir la prévision de croissance pour l'année 2020 de 0,9% à 1,9%. Ce niveau concorde avec la prévision de la Banque du Ghana d'une croissance économique comprise entre 2,0 et 2,5% en 2020, communiquée à l'occasion du comité de politique monétaire de mai et qui reste confirmée jusqu'ici. Le FMI prévoit une croissance de 0,9% pour le Ghana dans le *World Economic Outlook* d'octobre 2020. Pour l'année 2021, le ministère des Finances du Ghana projette une croissance de 5,7%, supérieure à la prévision de 4,7% de la loi de finances de mi-année 2020. D'après le ministère des Finances ghanéens, le déficit budgétaire devrait se porter à -11,4% en 2020. Sur les trois premiers trimestres de l'année, les dépenses de 71,3 Mds GHS (10,5 Mds EUR), dépassent le montant prévu de 1,9%, comme les recettes de l'État qui atteignent 36,7 Mds GHS (5,4 Mds EUR), en hausse de 2,8%. Le déficit budgétaire sur cette période atteint ainsi -9,0 % du PIB plutôt que -8,9% prévu dans la loi de finances de mi-année. D'après le FMI, le déficit budgétaire du Ghana devrait être supérieur au montant avancé par le ministère des Finances et atteindre -16,4% du PIB en 2020. Au premier trimestre 2021, le gouvernement prévoit un niveau de dépenses de 27,4 Mds GHS (4,0 Mds EUR) pour des recettes totalisant 13,3 Mds GHS (2,0 Mds EUR), ce qui correspondrait à un déficit budgétaire de -2,4%. Celui-ci se porterait à -8,3% sur l'ensemble de l'année 2021. Pour soutenir ces dépenses, le gouvernement a demandé l'autorisation du Parlement d'émettre 3 Mds USD d'euro-obligations sur les marchés financiers internationaux. Si les conditions d'émissions étaient favorables au Ghana, le gouvernement pourrait lever jusqu'à 5 Mds USD, dont 1,5 Md USD doit permettre de financer le budget 2021 et 3,5 Mds USD permettraient la gestion du passif de l'État. Le FMI estime que l'endettement public du Ghana atteindra 76,7% en 2020.

L'État ghanéen entre au capital d'AirtelTigo.

[Le retrait du groupe de télécom indien Bharti Airtel d'AirtelTigo, codétenu avec la société luxembourgeoise Millicom Internatinoal Cellular, a permis à l'Etat ghanéen de monter au capital de la société à hauteur de 49,95%](#). Le ministère de télécommunications a annoncé que l'État prendrait la gestion de cet actif de façon temporaire afin de défendre les intérêts des employés et des clients de l'entreprise. Depuis le rapprochement entre Airtel et Tigo en 2017, Airtel-Tigo est le 3ème concurrent de l'opérateur de télécommunications MTN au Ghana derrière Vodafone. Il s'abroge 20,9% de parts de marchés et 8,4 millions de clients, en baisse depuis 2018. Vodafone se situe à la deuxième place avec 22,9% de part de marché, soit 9,2 millions de clients en novembre 2019. Vodafone Ghana est en majorité détenu par sa filiale mère britannique, l'État ghanéen détenant 30% des parts. L'opérateur nigérian *Glo* détient la part de marché restante (1,8%) avec 723 000 clients en novembre 2019. Avec 54,4% des parts du marché de la téléphonie, *MTN* est le principal acteur du secteur, ce qui avait poussé l'Autorité nationale des communications (NCA - National Communications Authority) à déclarer la société sud-africaine en position de domination du marché ghanéen en juillet 2020. Pour équilibrer cette situation, la NCA a annoncé qu'elle encadrerait les pratiques tarifaires de MTN tout en accordant des

conditions d'accès au marché préférentielles à ses concurrents pour une période de 2 ans. Après avoir contesté cette décision devant la Cour suprême ghanéenne, *MTN* a décidé de retirer son recours administratif pour privilégier un arrangement à l'amiable avec les autorités ghanéennes. Le PDG et le Président du Conseil d'Administration du groupe se sont ainsi rendus au Ghana le 27 octobre pour rencontrer des membres du gouvernement, dont le Vice-Président Mahamudu Bawumia.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FRTreasury_NG](https://twitter.com/FRTreasury_NG)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
